

## La contribution solidarité autonomie (CSA)

*Textes de référence : Article 11 de la loi n° 2004-626 du 26 juin 2004 relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées. Circulaire DSS/SDFSS/5B N°307/2004 du 1er juillet 2004 relative aux modalités d'application de la contribution solidarité autonomie.*

L'article 11 de la loi du 30 juin 2004 relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et handicapées a instauré à compter du 1er juillet 2004, une nouvelle contribution à la charge des employeurs, destinée à financer les ressources de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie. Les rémunérations afférentes aux périodes d'emploi accomplies à compter du mois de juillet 2004 sont redevables de cette contribution au taux de 0,3%. Le paiement de la contribution solidarité autonomie n'est pas subordonné à la mise en oeuvre de la journée de travail supplémentaire non rémunérée.

### Champ d'application de la contribution

#### Champ des employeurs concernés par le paiement de cette contribution :

Sont redevables de la contribution solidarité autonomie : - Tous les employeurs du secteur privé et du secteur public, redevables de la cotisation patronale d'assurance maladie destinée au financement du régime de base d'assurance maladie français. - Lorsqu'un salarié a plusieurs employeurs au cours d'une même année, chacun des employeurs est tenu au paiement de la contribution dès lors qu'il est redevable de la cotisation patronale d'assurance maladie au titre de ce salarié. - Les employeurs étrangers : Toute activité salariée ou assimilée, exercée sur le territoire français ou hors de celui-ci, entraîne le paiement de la contribution dès lors que l'intéressé est affilié à un régime français de Sécurité sociale. - Les particuliers employeurs sont également assujettis à cette contribution (Circulaire ministérielle DSS/SDFSS/5B N°307/2004 du 1er juillet 2004 confirmée par les "questions/réponses" du 22/12/2004).

#### Les salariés visés :

Les rémunérations soumises à la contribution sont celles versées aux personnes affiliées à un régime français de base d'assurance maladie, applicable en métropole ou dans les DOM (régime général et régimes spéciaux de Sécurité sociale). Sont donc également concernés par le paiement de cette contribution : - les salariés intérimaires - les saisonniers - les salariés travaillant à l'étranger pourvu qu'ils restent affiliés au régime de Sécurité sociale français : Les rémunérations des salariés détachés à l'étranger mais maintenus au régime de base de l'assurance maladie sont donc assujetties à la contribution. En revanche, les gratifications allouées aux stagiaires ne sont pas soumises à contribution dès lors que le stage fait l'objet d'une convention tripartite entre l'établissement d'enseignement, l'entreprise d'accueil et le stagiaire et que la gratification versée n'excède pas 12,5% du plafond horaire de la sécurité sociale par heure de stage effectuée. Au delà, seule la fraction excédant ce seuil est soumise dans les conditions de droit commun à cotisations et contributions salariales et patronales ainsi qu'à la contribution solidarité autonomie. Il ne peut plus y avoir de stage sans qu'une convention de stage tripartite ait été signée. La situation des personnes revendiquant ce statut en dehors de toute convention tripartite doit être examinée au regard des règles de droit commun. Nous vous précisons que si vous vous trouvez dans une situation particulière de rattachement ou d'affiliation au régime de Sécurité sociale le paiement de la contribution solidarité autonomie fait l'objet de règles spécifiques. Pour plus de renseignements vous pouvez consulter la page 5 de la circulaire ministérielle DSS/SDFSS/5B N°307/2004 du 1er juillet 2004 sur le site [legifrance.gouv.fr](http://www.legifrance.gouv.fr) :

<http://www.legifrance.gouv.fr>

### Date d'entrée en vigueur de la contribution

La contribution solidarité autonomie est applicable aux rémunérations afférentes aux périodes d'emploi accomplies à compter du 1er juillet 2004.

#### Le sort des rappels de salaires :

*Document d'information synthétique établi à la date du 18/06/08*

*Les services concernés des Urssaf sont à votre disposition pour vérifier l'application de cette réglementation à votre cas.*

Les rappels de salaires sont assujettis à la contribution dès lors que la paie à laquelle ils sont rattachés porte sur une période d'emploi accomplie à compter du 1er juillet 2004. A noter que les rappels de salaires versés en application d'une décision de justice sont systématiquement rattachés à la période d'emploi à laquelle ils se rapportent, indépendamment de leur date de versement.

## **Le sort des primes de 13ème mois :**

Dès lors que la paye à laquelle elles sont rattachées pour le calcul des cotisations porte sur une période d'emploi accomplie à compter de 1er juillet 2004, ces primes sont assujetties à la contribution solidarité autonomie.

## **Assiette de la contribution**

La contribution solidarité autonomie est calculée sur la même assiette que celle de la cotisation d'assurance maladie dont l'employeur est redevable au titre du salarié considéré. Lorsque les cotisations patronales d'assurance maladie sont calculées sur la base d'une assiette forfaitaire de cotisations, la contribution est calculée sur le montant de cette assiette. Lorsque l'employeur et/ou le salarié ont la faculté d'opter entre une base forfaitaire et la rémunération réelle, l'assiette de la contribution ne peut être différente de celles des autres cotisations de Sécurité sociale. Les revenus de remplacement ne sont pas assujettis à la contribution dès lors qu'aucune cotisation patronale au titre de l'assurance maladie n'est due. Il en va de même pour les primes d'intéressement, pour les droits acquis au titre de la participation et les sommes versées par les entreprises sur les plans d'épargne salariale. En revanche, vous êtes redevable de la contribution lorsque vous versez à vos salariés des allocations complémentaires aux indemnités journalières de Sécurité sociale.

## **Situation au regard des dispositifs d'exonérations de cotisations sociales**

Sont exonérées de la contribution solidarité autonomie : - Les rémunérations versées aux salariés sous contrat d'apprentissage par les employeurs mentionnés à l'article L6243-2 du code du travail. - Les rémunérations versées au titulaire d'un contrat emploi solidarité. - Les rémunérations versées au titulaire d'un contrat d'insertion par l'activité mentionnés à l'article L522-8 du code de l'action sociale et des familles. - La fraction prise en charge par l'Etat de la garantie de ressources prévue pour les travailleurs handicapés. En revanche, la rémunération versée par l'établissement d'accueil est assujettie à la contribution de solidarité autonomie. Cette liste étant exhaustive, la contribution solidarité autonomie reste due pour tous les autres contrats non énumérés ci dessus. S'agissant des particuliers employeurs, si vous bénéficiez de l'aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée (Afeama) ou de l'allocation de garde d'enfant à domicile (Aged) ou de la prestation d'accueil du jeune enfant (Paje) : le paiement de la contribution solidarité autonomie est pris en charge par la Caf. En outre, le principe de la réduction de taux applicable aux artistes et aux journalistes professionnels n'a pas d'incidence sur le taux de la contribution qui reste fixé à 0.3%. Il en va de même pour tous les autres dispositifs d'exonération : réduction « FILLON », abattement temps partiel, etc. qui n'ont aucune incidence sur l'assujettissement des rémunérations à cette contribution.

## **Recouvrement de la contribution**

La contribution solidarité autonomie est recouvrée selon les mêmes modalités que la cotisation patronale d'assurance maladie dont l'employeur est redevable au titre du salarié considéré. Son versement s'opère selon une périodicité mensuelle ou trimestrielle en fonction de votre effectif salarié. Dans l'attente de la mise en place des structures de la caisse nationale de solidarité pour l'autonomie, le produit de la contribution est conservé par les organismes chargés de son recouvrement.